



Le regard solidaire des favelas



La pauvreté et la violence qui caractérisent le traditionnel cliché sur les communautés populaires sont loin de refléter la richesse de ces lieux.

Par: João Roberto Ripper, instigateur du Projet Agência-Escola Imagens do Povo

Source: <http://diplomatie.uol.com.br/artigo.php?id=651>

Traduction: Jean Saint-Dizier pour *Autres Brésils*

L'école de Photographes Populaires, son Agence et la banque *Images du Peuple* sont des projets expérimentaux de l'Observatoire des favelas. L'école a pour objectif de former de jeunes habitants des favelas cariocas (de Rio) au métier de photographe, leur ouvrant ainsi la voie au marché du travail. De plus: l'école souhaite réaliser une enquête sur les communautés populaires à partir du regard des habitants eux-mêmes, pour diffuser, par la suite, d'autres possibilités de perception de ces espaces, distinctes du regard traditionnel, marqué par le sensationnalisme, la pauvreté et la violence.

Pour comprendre l'importance de ces projets, qui fonctionnent en commun avec d'autres projets de *l'Observatoire des favelas*, il est peut être utile de réfléchir sur quelques concepts. Notamment, celui selon lequel les habitants de ces quartiers populaires vivent dans la précarité et sont soumis à la domination économique et culturelle des classes moyennes et supérieures. Cette forme d'exploitation est allée en s'intensifiant dans les années 40, à l'occasion de l'apparition des premières favelas, et n'a fait que s'amplifier depuis. L'un de ses aspects est le concept de "ville divisée". D'un côté, la ville où l'intégration est logique et officielle. De l'autre, la ville de l'exclusion. En général, la pauvreté dans les grandes métropoles, ne vient pas uniquement des bas salaires et des emplois précaires. La pauvreté est le résultat de l'accès réduit aux biens et aux services urbains, tels que le logement, l'éducation, la santé, la sécurité, entre autres. On parle donc de droits à la ville qui n'ont pas été respectés (NdT: par les pouvoirs publics), ni constatés par tous ses habitants.

Valorisation de la participation populaire

Selon Diógenes Pinheiro, docteur en Sciences Sociales, diplômé de l'Unicamp (Université d'État de Campinas) et professeur dans un cours de prépa au bac très populaire des Morros do Chapéu, de la Mangueira et de Babilônia, à Copacabana, l'usage courant et chaque fois plus diffusé du terme "cidadania" ("citoyenneté") ne peut être compris qu'en le replaçant dans le contexte de la conjoncture politique brésilienne d'après la période autoritaire (NdT: la dictature, de 1964 à 1985), à l'époque où la tentative de construction d'une société démocratique passait par la valorisation de la participation populaire, pour l'accès et l'expansion du monde des droits. "Actuellement, la persistance du terme *citoyenneté* dans tous les projets concernant la compréhension des favelas, démontre, à notre avis, deux dimensions complémentaires: d'un côté, son absence visible, même une vingtaine d'années après le retour de la démocratie au Brésil, démontrant ainsi que la démocratisation politique et sociale respecte la tradition brésilienne qui est d'avantager les élites en priorité, en incluant les classes moyennes, mais qu'elle laisse les classes populaires sur les bords du chemin. D'un autre côté, en revanche, cette absence est chaque fois plus thématifiée, puisqu'elle limite les libertés de cette élite, affectée par la présence indéniable des favelas et, principalement, de la violence, qui échappe, aujourd'hui, aux limites des communautés populaires pour déferler sur la ville."

Ainsi, dans ces discours, la citoyenneté apparaît, ou réapparaît, comme quelque chose qui est accordé "par une élite illuministe, débarquant dans les favelas, avec ses projets émancipateurs tout prêts, ne voyant pas l'habitant de ces espaces populaires comme un partenaire social, mais plutôt comme quelqu'un qui doit être accompagné dans le monde de la civilisation, de la ville et de ses valeurs, devenant ainsi, un projet de citoyenneté qui ne reconnaît, dans les stratégies et les styles de vie développées par les favelas aucun aspect positif", affirme-t-il.

Il existe une disqualification morale de l'autre, de celui qui est différent, dans le sens où les valeurs bourgeoises dominantes ne sont pas nécessairement partagées, ce qui se traduit par

une certaine vision des pauvres en général et des *favelados* (habitant des favelas), en particulier, et qui détermine deux façons de voir: l'état de nécessité, dans laquelle ils sont, vus comme "les p^oêôvres", donc inférieurs; ou bien le "potentiellement criminel", qui pense que l'habitant de la favela a, plus que d'autres, une tendance à devenir criminel.

Pour sa part, le pouvoir public se présente sous une forme différente devant le citoyen habitant des favelas et devant celui qui habite la "ville conventionnelle". La discrimination apparaît jusque dans les projets urbanistes, écologiques et sociaux. Les places des favelas ne sont pas entretenues avec le même engouement que celles de la zone sud (NdT: l'un des quartiers chics de Rio), et la police intervient de manière totalement différente dans les quartiers chics et dans les favelas.

Il y a, en vérité, plusieurs degrés de citoyenneté vécus par ceux qui occupent des positions asymétriques sur le territoire de la ville. Mais il est important de souligner que, bien souvent, la favela représente un projet de ville plus humain. Il suffit de prendre en exemple la grande sociabilité observée dans les communautés populaires, où presque tous les voisins se parlent, où il y a plus de solidarité dans les moments difficiles. La plupart des économistes ont pris pour habitude de se référer à ces communautés comme étant de "bas revenus". Je pose la question: pourquoi persister à toujours les définir par leur côté négatif, par ce qu'ils n'ont pas, pourquoi ne pas s'y référer comme à des communautés de haute sociabilité? La favela a beaucoup à dire à la ville, il suffit de faire preuve d'ouverture intellectuelle et affective pour le percevoir.

C'est peut-être pour cela que les habitants des favelas cariocas s'obstinent à ne pas intégrer une "ville divisée" et partagent souvent les mêmes espaces que la classe moyenne officielle. Pour Diógenes Pinheiro, c'est le cas, par exemple, dans les fêtes. Il existe une vocation au bonheur dans cette ville qui est unique: la plage, la sensualité, la beauté, sont présentes et sont des points de rencontres entre le morne (la favela) et le goudron (la ville). Les jeunes, dans leurs multiples tribus, sont aussi un fort canal de rencontre entre les réalités et les différents groupes.

Aujourd'hui, les communautés populaires sont le théâtre d'innombrables mouvements, de diverses interventions et qu'elles soient le fait de groupes locaux, de l'État ou d'Organisation Non-Gouvernementales, toutes sont orientées vers la satisfaction de leurs principaux besoins. Cependant, la plupart de ces projets urbains méconnaissent le fait que les communautés veulent voir pourvus leurs besoins de première, seconde et troisième nécessité. Parmi les besoins de première nécessité on trouve notamment le logement, l'eau, l'électricité, et l'assainissement, suivis de la santé, de l'éducation et des droits. Pour finir, viennent les questions de genre, de race et d'identités.

"Il n'y a qu'un projet bien structuré qui puisse promouvoir de véritables changements." Dans cet état d'esprit, le projet de l'École de Photographes Populaires fonctionne selon un rythme de 4 heures de cours quotidien. C'est photographie du lundi au vendredi. Contrairement à beaucoup d'autres cours, l'école a, par exemple, remplacé le laboratoire traditionnel par une formation à l'utilisation du logiciel Photoshop et de ses différentes formes de traitement de l'image, ainsi que de programmes d'administration d'une banque d'images. De cette manière, les photographes qui se forment et optent pour le documentaire peuvent éditer leurs travaux à l'agence Image du Peuple.

L'Agence-École de Photographes Populaires souhaite œuvrer de manière à ce que la photographie soit un instrument d'art, d'information et de formation, mis au service du sauvetage de la dignité des classes populaires et du développement des droits de l'homme.

Elle travaille avec des élèves venant de différentes communautés et favelas. Il y a aussi quelques étudiants de l'UFF (Université Fédérale Fluminense) et de l'UFRJ (Université Fédérale de Rio de Janeiro). Cet échange est fondamental.

Le projet part de l'idée que démocratiser la photographie c'est propager un regard humain sur la société. Cela se fera par la production et la diffusion d'images de la réalité brésilienne, et particulièrement celle des populations les plus pauvres qui vivent à la périphérie des grandes villes, à partir du regard des propres habitants de ces espaces.

Droits de l'homme

Le sensationnalisme, la pauvreté et la violence qui caractérisent le regard traditionnel sur les communautés populaires sont bien loin de rendre compte de la richesse de l'expérience quotidienne vécue dans ces espaces. Il convient, par conséquent, de mettre aussi l'accent sur les sentiments, les rêves, le travail, le loisir, la diversion, la douleur et la joie. Enfin, la capacité, dont les classes populaires font preuve chaque jour, de résister et de persister, à faire de la vie une œuvre d'art imprégnée par les cultures et les pratiques diverses, qui ont en commun la dignité et la solidarité.

En toile de fond au projet il y a des discussions sur la société et, principalement, entre les habitants des territoires populaires, la communication et, donc, la photographie comme un droit humain fondamental. Comme le dit l'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, *tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.*

Il est donc, ici, question de deux grands droits: un universel et un individuel, autorisant toute personne à exercer son droit à la communication, et l'autre concernant les journalistes professionnels. Un droit ne pouvant être le censeur de l'autre. Principalement, lorsque la communication contribue à stigmatiser et accentuer la violence dans les favelas, dans les zones rurales et indigènes, dans les espaces *quilombolas*. Les communautés se doivent de mettre au point une communication qui leur soit propre afin d'être reconnues dans leur essence. Après tout, si l'on ne se divulgue pas, si l'on ne se montre pas, on n'existe pas dans la reconnaissance et dans l'imaginaire populaire. Nous sommes en plein dans une époque où la beauté des favelas, des communautés rurales, des sans-terres, des *quilombolas* et des indiens est censurée, elle n'est pas montrée.

Montrer la beauté de ces gens et de leurs luttes, pour aider la société dominante et la classe moyenne à les voir avec des lunettes à la dimension de l'insertion, de la beauté et de l'action. C'est aussi révolutionnaire que de dénoncer les injustices que ce peuple endure. La ségrégation commence dans la prohibition de montrer la beauté, la dignité, la solidarité, la vie dans son essence.

AUTRES BRÉSILS
21ter rue Voltaire
75011 Paris
Tel. : 01 40 09 15 81
www.autresbresils.net